

Nicolas DUPONT-AIGNAN, Député-Maire d'Yerres,
candidat à l'élection présidentielle, présente sa vision de l'agriculture.



L'agriculture, un enjeu majeur ?

Parlons-en franchement !

La terre sur laquelle nous vivons et que nous cultivons n'est pas une chose anodine. Et pour chaque Français, l'attachement à son pays est d'abord l'attachement à cette terre.

Si nos territoires fertiles et variés sont un atout depuis le début de notre histoire, c'est que des hommes les ont façonnés et en ont tiré le meilleur. Aujourd'hui rien a changé, nous avons sous nos pieds notre plus belle richesse.

Malheureusement les discours mondialistes et libéraux ont voulu nous faire croire que l'agriculture était une industrie comme les

autres. Elle devait obéir aux mêmes lois du marché tout puissant et du libre-échange exacerbé. La terre devait devenir une machine prête à produire avec des rendements toujours plus élevés. Les agriculteurs devaient devenir les exécutants serviles des desideratas d'un marché de court terme. Dès lors comment s'étonner du malaise qui traverse cette profession ?

L'élection présidentielle de 2012 est fondamentale car de son résultat dépendra l'avenir de la politique agricole commune (PAC).

En effet le Président élu par les Français en 2012 sera celui qui renégociera la PAC en 2013.

Un agriculteur se suicide en France tous les jours.

Pourtant personne n'en parle...

Si je m'engage pour l'agriculture, ce n'est pas pour défendre une corporation, mais c'est parce que je crois profondément que l'agriculture est un secteur stratégique.

C'est un secteur stratégique au même titre que l'énergie. Je suis convaincu qu'on ne peut laisser l'agriculture aux seules lois du marché car les produits agricoles ne sont pas des produits comme les autres. Faire de la terre une marchandise lambda a été une erreur de jugement historique. **Nos champs, nos élevages, notre terroir ne peuvent se résumer à une ligne de chiffres sur l'ordinateur d'un agent de changes à Chicago.**

Comment accepter qu'une sécheresse en Russie ou des inondations en Australie aient une répercussion sur le prix de vente des produits en France ? Comment accepter de voir nos produits concurrencés par des pays qui ne respectent aucune de nos normes sociales, environnementales ou même de sécurité alimentaire ?

Mon projet présidentiel est de rendre à la France son indépendance. Je me refuse à voir les intérêts de notre pays

sacrifiés sur l'autel d'un libre-échange débridé. L'agriculture française a toujours été notre plus belle richesse. Depuis l'après-guerre nos agriculteurs ont relevé tous les défis qu'on attendait d'eux, et le relèvement rapide de la France après des années de guerre est en grande partie dû à leur travail.

Aujourd'hui rien n'a changé. Dans toutes mes visites dans des exploitations, dans toutes mes rencontres avec des exploitants agricoles, qu'ils soient éleveurs ou céréaliers, je vois cette quête de sens, c'est-à-dire ce désir d'être autre chose qu'une variable d'ajustement entre des semenciers et chimistes toujours plus puissants et des distributeurs toujours plus voraces.

Ce que je veux c'est redonner à l'agriculture la place qui a toujours été la sienne dans l'histoire de la France.

Ce que je veux c'est redonner aux agriculteurs une fierté que 20 années de détricotage de la PAC et d'abandon des politiques leur ont enlevée.

Faire de l'agriculture un secteur stratégique

L'agriculture est un secteur stratégique pour la France. Les produits agricoles ne peuvent être soumis aux mêmes lois du libre-échange que d'autres produits. Il en va de l'indépendance alimentaire de la France.

Depuis le début des années 90 les dirigeants européens ont déconstruit ce qui avait fait le succès de l'agriculture européenne depuis l'après-guerre. La réforme Mac Sharry de 1992 a fait rentrer l'agriculture dans l'ère soi-disant moderne de la mondialisation. Il s'en est suivi un abaissement des prix européens sur les cours mondiaux, c'est-à-dire souvent bien en-dessous des prix de revient.

De même l'accord de Washington de 1994 a interdit de fait à l'Europe de produire certaines denrées pour satisfaire nos partenaires américains. L'exemple du tourteau de soja que l'Europe importe en masse en est la preuve la plus criante. L'Europe est aujourd'hui déficitaire sur un grand nombre de produits agricoles qu'elle pourrait tout à fait produire sur son sol. Ainsi elle ne produit qu'un quart de sa consommation de protéines végétales.



Nos dirigeants en ont été complices. Ils ont accepté de brader les intérêts des Français et des Européens pour se conformer à une doctrine absurde qui voudrait que tout obéisse aux sacro-saintes lois du commerce international. **Or il est absurde de vouloir conformer l'agriculture aux règles du commerce international.**

L'agriculture s'inscrit dans des temps longs. Elle demande une vision à long terme. Les agriculteurs ne peuvent produire du jour au lendemain du blé plutôt que du maïs parce que le marché demande tout d'un coup du blé. **Je définis l'agriculture comme un secteur stratégique car il recouvre quelque chose d'exceptionnel : il a besoin de perspectives d'avenir.**

La PAC à sa création et malgré certains défauts avait une vision : atteindre l'autosuffisance et permettre aux agriculteurs de vendre leur production à des prix rémunérateurs tout en permettant aux consommateurs européens d'avoir une alimentation plus sûre et moins chère.

Mes propositions pour faire de l'agriculture un secteur stratégique :

- 1** **Instaurer une exception agricole à l'OMC** sur le modèle de l'exception culturelle. L'agriculture ne peut se réduire à une seule bataille sur les prix. Elle doit remplir d'autres exigences que l'OMC ne lui reconnaît pas : assurer l'indépendance alimentaire, garantir la sécurité des aliments, valoriser les territoires.
- 2** **Rétablir la préférence communautaire.** Il faut protéger nos marchés d'importations de pays tiers si nous sommes autosuffisants, et n'autoriser les importations que sur les produits où notre production est déficitaire.
- 3** **Instaurer une grande loi quinquennale de programmation agricole.** L'agriculture française n'a plus de vision d'avenir. En faisant de l'agriculture un secteur stratégique, je propose d'en définir tous les 5 ans les grands objectifs notamment en termes d'assolement ou d'équilibre des exploitations entre les céréales et les élevages.
- 4** **Inciter les agriculteurs à produire des protéines végétales** et notamment des protéagineux pour réduire notre dépendance sur ces produits clés. La France ne peut plus se permettre l'énorme déficit en protéines et le déséquilibre entre ses productions céréalières et oléoprotéagineuses.



Offrir aux agriculteurs une visibilité pour leurs exploitations

Depuis 10 ans, le secteur agricole est malmené par des prix extrêmement volatiles. En 2010 les prix ont augmenté de 22% en moyenne après des années 2008 et 2009 catastrophiques.

Etant donné qu'une faible part des volumes produits sont exportés, les marchés à terme agricoles, et notamment celui de Chicago, sont principalement approvisionnés par les producteurs d'excédents les plus compétitifs. De ce fait, les prix agricoles sont déterminés par des pays exportateurs à bas prix qui bénéficient d'une productivité très importante (Amérique du Nord, Argentine, Brésil, Europe de l'Est, Australie...) y compris pour le marché français où une infime partie des ventes provient de ces pays.

Aujourd'hui le gouvernement français propose de densifier encore les marchés à terme et entend proposer des mécanismes d'assurance très onéreux pour que les agriculteurs se couvrent contre la volatilité des prix.

Autant dire qu'on risque d'augmenter encore plus l'amplitude de la volatilité.

Il y a 2 ans, ce sont les céréaliers qui souffraient de prix anormalement bas. Aujourd'hui ce sont les producteurs laitiers, allaitants et de porc qui sont forcés de vendre souvent à perte. Quand comprendra-t-on que les prix agricoles ne peuvent être tributaires des aléas d'une cotation mondiale ?

On arrive à l'absurdité où les prix du blé obéissent aux mêmes fluctuations que l'or et le pétrole.

En vérité nous devons revoir la philosophie même de la PAC. Aujourd'hui la PAC privilégie les aides aux agriculteurs, ce qui se rapproche de l'assistanat et dévalorise le secteur agricole.

La PAC doit renouer avec ses fondamentaux : **garantir aux agriculteurs le revenu nécessaire pour conduire leur activité** et donner les grandes orientations pour gérer à long terme leurs exploitations.

Mes propositions pour offrir aux agriculteurs une visibilité pour leurs exploitations :

- 1 Désindexer les prix agricoles européens des prix mondiaux.** Le cours des produits agricoles ne peut plus se décider sur le marché à terme à Chicago ou le Matif parisien. Les prix doivent être régulés au niveau européen pour éviter les effets Yo-Yo dûs à la spéculation internationale.
- 2 Mettre en place des prix planchers garantis pour les agriculteurs et rétablir une dose de quotas.**
- 3 Restructurer la dette des agriculteurs surendettés** en créant un fonds pour lequel l'Etat serait prêteur en dernier ressort.
- 4 Mettre en place une réforme de la fiscalité sur les agriculteurs** en instaurant une TVA sociale. La protection sociale constitue une charge très lourde qui pèse sur les exploitations. L'instauration d'une TVA sociale, qui s'appliquerait à tous les produits agricoles vendus en France, permettrait une concurrence plus équilibrée avec nos voisins européens.
- 5 Mettre fin aux incitations à l'exportation en dehors de l'Union européenne.** La principale erreur de la PAC dans les années suivant sa création est d'avoir voulu soutenir financièrement les exportations. Les prix garantis ne doivent l'être que pour les produits destinés au marché européen.

Lors d'un déplacement sur une exploitation agricole, je me souviens de ce producteur de maïs qui me disait à juste titre que sa profession est une des rares à connaître son coût de revient sans connaître son prix de vente.

Dès lors comment imaginer une vision à long terme des exploitations ?



Renforcer le pouvoir de négociation des agriculteurs face aux fournisseurs et distributeurs

Les agriculteurs sont pris en tenaille entre des semenciers/chimistes toujours plus puissants et quelques centrales d'achat qui dictent leurs conditions.

Les agriculteurs face à des semenciers et chimistes de plus en plus puissants :

L'Etat français a fait preuve depuis quelques années d'une connivence malsaine avec les groupes agrochimistes qui produisent les semences et pesticides. Les agriculteurs sont souvent peu informés et doivent donc faire confiance les yeux fermés à ces grands groupes dans le choix des produits et des dosages. La concentration dans ce secteur se fait souvent au profit de géants étrangers et a fait perdre à la France la maîtrise de son circuit de production.

Les agriculteurs face à des distributeurs trop gourmands :

Depuis 1992, les prix à la production ont augmenté de 5 %, et ceux à la consommation de 32 % (hors inflation et hors tabac). Ce différentiel s'est fait au grand bénéfice des intermédiaires. L'agriculture est sans doute le secteur le moins protégé face au diktat de certaines centrales d'achat.

Si on peut reprocher aux dirigeants européens d'avoir enterré la PAC, les dirigeants français sont ici seuls responsables. Les agriculteurs souffrent d'une asymétrie d'informations et n'ont aucun pouvoir de négociation. Les seules coopératives sont inefficaces. C'est pourquoi l'Etat doit s'engager dans une politique de régulation des prix.

Mes propositions pour renforcer le pouvoir de négociation des agriculteurs :

- 1 Organiser les producteurs agricoles face à la grande distribution.** Poursuivre l'effort lancé par les coopératives et obliger les centrales d'achat à se fournir auprès de producteurs locaux.
- 2 Renforcer le rôle de l'Observatoire des prix et des marges.** Celui-ci se contente pour l'instant de quantifier les marges des intermédiaires. Pour être efficace il faut qu'il puisse corriger les marges abusives en appliquant par exemple des coefficients multiplicateurs maxima entre les prix payés aux producteurs et les prix à la consommation.
- 3 Favoriser les circuits courts de production.** En plus d'augmenter le poids des agriculteurs dans les négociations avec les distributeurs, il est nécessaire que les producteurs retrouvent une maîtrise du circuit de distribution. Afin de favoriser les circuits courts, il faut que les collectivités publiques comme les cantines scolaires achètent obligatoirement une partie des aliments chez des producteurs locaux.

Préparer l'agriculture d'après

Les médias comme les lobbyings écologistes pointent du doigt les agriculteurs et les accusent d'être à l'origine de tous les maux de la société moderne (malnutrition, pollution...). Et la scandaleuse campagne de France Nature Environnement n'est pas faite pour améliorer l'image de nos agriculteurs.

Depuis l'après-guerre, le monde agricole a relevé tous les défis : passer à un mode de production intensive pour garantir l'autosuffisance en Europe, respecter les quotas, faire face à la volatilité grandissante des prix... **Aujourd'hui on demande aux agriculteurs de concilier deux impératifs inconciliables** : faire face à la concurrence de pays ne respectant aucune norme environnementale et produire avec toujours moins de pesticides dans les champs ou d'antibiotiques pour les élevages.

Arrêtons cette mascarade et donnons enfin des objectifs clairs à nos agriculteurs !

Pour faire face aux défis du XXI^e siècle, nous ne pouvons laisser nos agriculteurs face à des producteurs étrangers qui produisent comme on le faisait en France il y a 50 ans. A partir du moment où nos agriculteurs ne seront plus mis en situation de concurrence déloyale, ils pourront se préoccuper de préparer l'agriculture de demain.

Et avant même l'agriculture biologique ou les biocarburants, nous devons nous préoccuper de l'agronomie de nos sols pour préparer cette agriculture de demain.

Nos sols sont de moins en moins fertiles car il n'y a jamais eu de vision globale dans l'assolement des exploitations. La production des oléagineux souvent indispensables dans la fertilité des sols et l'alimentation des animaux a été mise de côté car il n'y a jamais eu de véritable politique incitative au niveau national ou européen.

En vérité les gouvernements successifs ont géré au jour le jour le monde agricole. Comment expliquer que la Russie forme chaque année 250 agronomes spécialement destinés à la recherche appliquée dans l'agronomie des sols, alors que la France n'en dispose de pratiquement aucun...

De même le récent retour d'expérience des biocarburants montre que ce secteur détourne une partie de la production destinée à l'alimentation animale ou même humaine. Les biocarburants de première génération ont une production beaucoup trop énergivore et il est urgent de rectifier le tir, en privilégiant par exemple la production d'algues oléagineuses.

Mes propositions pour préparer l'agriculture d'après :



- 1 Créer une agence départementale d'aide en ingénierie pour les agriculteurs.** Les passerelles entre l'Inra et les chambres d'agriculture sont pratiquement inexistantes. Or de leur bonne coordination dépend l'agriculture de demain.
- 2 Défendre l'autonomie énergétique de l'agriculture.**
- 3 Freiner la spéculation sur les terrains agricoles** et limiter leur conversion en terrains constructibles autour des grandes agglomérations.
- 4 Soutenir l'installation des jeunes agriculteurs.** Si des progrès ont été faits ces dernières années en ce sens, il convient de poursuivre les incitations fiscales à l'attention de ces derniers.